



Conseil économique et social

Distr. générale
25 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

repenser et renforcer le développement social
dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Fundación Contemporánea, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

14-65531X (F)



Merci de recycler 



Déclaration

Fundación Contemporánea présente le document ci-après à l'occasion de la cinquante-troisième session de la Commission du développement social. Fundación Contemporánea est une institution qui s'emploie, depuis 22 ans, à former des dirigeants en Argentine, en mettant l'accent sur les composantes sociales et éducatives. L'un des domaines auquel cette institution consacre toute son attention est l'étude et l'analyse des politiques publiques intéressant la vie familiale. Fundación Contemporánea est dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social depuis 2014.

L'importance de la famille

La famille est la première institution naturelle et, à ce titre, est soumise à des droits spécifiques et originaires. L'existence de la famille préfigure celle de l'État; c'est la raison pour laquelle elle constitue la cellule essentielle et fondamentale de la société. Il s'ensuit que la famille apporte une contribution originale à la collectivité et qu'il incombe à l'État de protéger et de souscrire aux fonctions essentielles qui sont les siennes.

Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme réaffirment la valeur de la famille en l'intégrant au corpus des droits de l'homme : tant la Convention américaine relative aux droits de l'homme que la Déclaration universelle des droits de l'homme stipulent que la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État.

La famille est un vecteur de développement. Elle joue un rôle décisif dans le développement social. La famille est responsable en premier lieu de l'éducation et de la socialisation des enfants; elle doit également prendre soin de leur inculquer les valeurs de la citoyenneté et le sentiment d'appartenance à la société. C'est au sein de la famille et de la collectivité qu'a lieu l'intégration sociale initiale de tout individu; c'est également au cours des années formatives, à savoir l'enfance et la jeunesse, que se transmettent les normes sociales dont s'imprègne tout individu. De même, la stabilité et la cohésion des collectivités et des sociétés sont largement tributaires de la solidité des familles.

À la différence des stratégies élargies qui mettent la famille à l'honneur et s'accompagnent d'une perspective sociale sur les questions de développement, force est de constater que celle-ci, de nos jours, est le plus souvent appréhendée au travers du prisme des politiques sectorielles ou par le biais de l'influence qu'exercent les groupes sociaux. C'est la raison pour laquelle les politiques de la famille atteignent leur efficacité maximale lorsque celle-ci est considérée comme une entité, que sa dynamique est conçue comme un tout, au lieu de privilégier les besoins spécifiques de ses membres.

En dépit de leur importance, les familles éprouvent de plus en plus de difficultés à s'acquitter de ces fonctions multiples et à assumer toutes ces responsabilités. Les initiatives politiques de premier plan font rarement porter leurs efforts sur elles, bien qu'un certain nombre d'initiatives soient en train de voir le jour à différents niveaux.

Nous allons aborder dans ce document un certain nombre de vulnérabilités dont souffre la famille en Argentine, et présenterons brièvement certains aspects de

ce dossier. Avant de nous lancer dans cette analyse, il nous a paru essentiel de replacer ces vulnérabilités dans leur contexte, en rendant compte d'une série de changements qui sont intervenus au plan national et ont eu une incidence très directe sur la dynamique familiale.

Situation au regard de la famille

Lorsque nous évoquons le concept de politiques de la famille, nous ne pouvons pas faire abstraction d'un certain nombre de changements qui ont bouleversé les structures familiales et la dynamique familiale (Rossel, 2013), notamment :

- a) La transition démographique;
- b) L'évolution des schémas de nuptialité et de divorce;
- c) L'arrivée d'un très grand nombre de femmes sur le marché du travail;
- d) Les conditions économiques.

La transition démographique se réfère au processus par le biais duquel l'indice synthétique de fécondité a connu un net fléchissement, s'accompagnant d'un allongement de l'espérance de vie et d'une baisse de la mortalité. En Argentine, le taux de fécondité est tombé de 5,3 enfants par femme, en 1914, à 2,2 enfants, en 2010. Dans le même temps, l'espérance de vie à la naissance est passée de 48,5 ans, en 1914, à 73,8 ans, en 2010. Ces tendances démographiques ont eu des conséquences indéniables sur : a) le vieillissement de la population, b) la diminution de l'incidence de la population âgée de 0 à 14 ans (la future population active), et c) l'augmentation de l'incidence de la population âgée de 65 ans et plus (la population dépendante). Il convient de noter, à ce titre, que l'indice de dépendance potentielle en Argentine est tombé de 65,1, en 1991, à 55,5, en 2010. Il n'en reste pas moins que si l'indicateur est ventilé par groupe d'âge, l'indice de dépendance potentielle chez les adultes âgés est passé de 14,6, en 1991, à 15,9, en 2010.

S'agissant de l'évolution des schémas de nuptialité et de divorce, on enregistre une baisse du nombre de mariages (qui sont passés de 82 %, en 1991, à 61 % de toutes les unions contractées en 2010) alors que le nombre des unions de fait a augmenté (qui sont passées de 18 % à 39 % au cours de la même période). L'éclatement des familles et l'effritement des liens conjugaux constatés accroissent la vulnérabilité des femmes et des enfants. Ainsi, les ménages incomplets (ménages monoparentaux) sont en règle générale dirigés par des femmes : en 2010, 82 % des chefs de famille monoparentale en Argentine étaient des femmes, ce qui s'est traduit inévitablement par une accession au modèle de la femme « soutien de famille » et par des efforts visant à concilier responsabilités économiques, familiales et personnelles.

Un autre facteur qui ne doit pas être négligé est celui de l'arrivée d'un très grand nombre de femmes sur le marché du travail. En Argentine, le taux d'emploi des femmes a considérablement augmenté au cours des 10 dernières années par rapport au taux d'emploi des hommes qui, pour ainsi dire, est demeuré stable. Néanmoins, en examinant les données ventilées, il s'est avéré que ce sont précisément les femmes ayant des enfants qui ont intégré en grand nombre le marché du travail. L'accroissement de la main-d'œuvre féminine a entraîné des bouleversements au niveau des ménages : en chiffres absolus, le nombre de femmes qui sont chefs de ménage s'est accru de 32 % entre 2001 et 2010.

Les vulnérabilités : quelques observations

En Argentine, il ressort des données statistiques que les inégalités sociales sont ressenties avec plus d'acuité par les familles avec des enfants que par les familles sans enfants. Les politiques de développement social ne peuvent faire fi de cette réalité.

Ainsi, les besoins fondamentaux de 19,3 % des ménages avec des enfants ne sont pas satisfaits, par rapport à 3,8 % des ménages sans enfants. De la même manière, 16 % des ménages avec des enfants vivent dans des logements insalubres, contre 7 % des ménages sans enfants, et 13,7 % des ménages avec enfants sont à l'étroit par rapport à 0,8 % de ménages sans enfants. Au total, 17,5 % des ménages avec des enfants vivent sans sécurité d'occupation par rapport à 7,6 % des ménages sans enfants. Des différences semblables sont constatées pour ce qui est de l'accès aux services publics : 17,6 % des ménages avec des enfants n'ont pas accès à l'eau potable, 72,2 % d'entre eux n'ont pas accès à l'énergie et 36,8 % d'entre eux n'ont pas accès au gaz, tandis que 41,6 % d'entre eux ne sont pas raccordés à des collecteurs d'eaux usées.

S'agissant du marché du travail, bon nombre des mères qui occupent un emploi en dehors de leur foyer travaillent dans un secteur précaire et, à ce titre, ne sont pas couvertes par le régime de sécurité sociale. Au total, 40,4 % des mères se retrouvent dans cette situation, par rapport à 21,7 % de femmes sans enfants. Pour ce qui est de la santé, 65,3 % des mères cotisaient à un régime privé d'assurance maladie en 2012. Les inégalités sociales sont encore plus criantes lorsque l'on sait que 44 % des mères appartenant aux 30 % des ménages les plus modestes cotisent à une assurance maladie alors que 95,6 % des mères appartenant aux 30 % des ménages les plus riches sont à mêmes de cotiser à une telle assurance. Derrière chacun de ces indicateurs se cache une réalité complexe qui débouche sur une multitude de problèmes pressants étroitement imbriqués.

Prenons, comme exemple, le logement insalubre et son lien avec la réussite scolaire. Un certain nombre d'études font valoir que les conditions de logement ont des répercussions sur la réussite scolaire des enfants. Ce qui signifie que toutes choses étant égales par ailleurs, plus la qualité des matériaux de construction, des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène est élevée, meilleure sera la socialisation au sein du foyer et plus grandes seront les compétences venant renforcer le travail accompli par l'école (Kaztman, 2011).

Enfin, tout porte à croire que les aptitudes des parents ont des incidences importantes sur le capital humain de leurs enfants ainsi que sur le niveau de développement qu'ils atteindront durant leur vie d'adulte. Sur le plan de la scolarité, par exemple, un certain nombre d'études indiquent que les principaux obstacles à un niveau de réussite satisfaisant prennent naissance dans la famille, notamment sous la forme de coûts d'opportunité élevés liés à la manière dont les membres du foyer utilisent leur temps, du manque d'accès au crédit ou de l'absence de perspectives d'activités rémunératrices.

L'élaboration de principes d'action axés sur la famille, qui entreprennent de porter remède aux problèmes intergénérationnels, pourrait donner une impulsion aux initiatives sur le développement durable. Des familles autonomisées et fonctionnelles deviennent ainsi synonymes de promotion du développement.